



16ème législature

Question N° : 575	De M. Alexandre Vincendet (Les Républicains - Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur et outre-mer		Ministère attributaire > Intérieur et outre-mer
Rubrique > sécurité des biens et des personnes	Tête d'analyse > Insécurité dans la ville et la métropole de Lyon	Analyse > Insécurité dans la ville et la métropole de Lyon.
Question publiée au JO le : 02/08/2022 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Date de signalement : 26/09/2023 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Alexandre Vincendet attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur l'inaction de la ville et de la métropole de Lyon pour assurer la sécurité des Lyonnais à travers un dispositif de vidéosurveillance. En effet, selon un rapport du ministère de l'intérieur de mars 2022, la ville de Lyon a été classée troisième ville la plus dangereuse de France derrière Paris et Marseille. La preuve en est, mercredi 20 juillet 2022, trois policiers ont été attaqués et lynchés par la foule place Gabriel-Péri dans le quartier de la Guillotière. Le lendemain jeudi 21 juillet 2022, un 4e policier a été agressé lors d'une interpellation en milieu d'après-midi vers 16h dans le 2e arrondissement de Lyon. Le samedi 23 juillet 2022, les forces de l'ordre ont, à deux reprises, été confrontées à des foules hostiles dans le même secteur afin d'entraver les arrestations. Si le préfet du Rhône a demandé le déploiement de plus de forces de police dans le quartier de la Guillotière pour permettre l'interpellation des suspects, le ministère de l'intérieur a annoncé des opérations de police à venir face à l'immigration illégale et a précisé que 700 opérations de police avaient déjà eu lieu depuis janvier 2022 dans le quartier de la Guillotière. Le refus répété de la ville et de la métropole de Lyon d'installer un dispositif de vidéosurveillance est aujourd'hui une source d'insécurité pour de nombreux Lyonnais alors que plusieurs grandes villes ont déjà opté en faveur de la vidéosurveillance. Il lui demande les moyens techniques et humain que l'État compte déployer à Lyon afin de compenser le désengagement de la ville et de la métropole en matière de sécurité.